

**LES DOSSIERS DU
DROIT DE LA PHOTO
- VOLUME 1 -**

**L'IMAGE COMME ARME
IDÉOLOGIQUE**

Par Me Joëlle VERBRUGGE

Éditeur responsable
Joëlle Verbrugge
17 Allée Artzamendy
64600 Anglet

Textes et schémas didactiques : Joëlle VERBRUGGE
Pictogrammes dans le texte : Philippe BAUDUIN/ PICTOMATIC
Maquette de couverture : Matthieu BIASOTTO
Portrait 4^{ème} de couverture : Alix Le Brozec

Aux termes du Code de la Propriété intellectuelle, toute reproduction intégrale ou partielle de la présente publication, faite par quelque procédé que ce soit (reprographie, microfilmage, scannérisation, numérisation, etc.) sans le consentement de l'auteur et de ses ayants droit est illicite et constitue une contrefaçon.

La contrefaçon est un délit, sanctionné par les articles L122-4 et L335-2 du Code de la Propriété intellectuelle.

© Joëlle Verbrugge - 2023
ISBN 979-10-359-6687-4

EN AUTOÉDITION

- . « La photo de rue » - Parcours juridique (Janvier 2023)
- . « Les Dossiers du Droit de la Photo - Tome 1 - L'image comme arme idéologique » (Avril 2023)
- . « Les Dossiers du Droit de la Photo - Tome 2 - Droit à l'image et caricature politique » (Avril 2023)

AUX ÉDITIONS 29BIS – Cette société est aujourd'hui dissoute – Me contacter si besoin : j'ai encore du stock de certains ouvrages

- . « Checklist Photographe de mariage »
- . « Checklist Mon éditeur et moi ! »
- . « Checklist J'édite mon livre tout seul ! »
- . « Checklist Entreprises : communiquez par l'image en toute légalité »
- . « Checklist On m'a volé une photo ! »
- . « Checklist Photographie d'enfants : droits et devoirs »
- . « Checklist Le RGPD pour les Photographes et Vidéastes » avec Me Martin LACOUR
- . « Checklist Photos et films d'entreprise » (**épuisé**)
- . « Checklist Prises de vues aériennes » avec Carine SCHWEITZER

- . « Le photographe et son modèle »
- . « Creative Commons »
- . « L'originalité en photo et vidéo »

- . « Jurimage L'intégrale 2015 » (**épuisé**)
- . « Jurimage L'intégrale 2016 » (**épuisé**)
- . « Jurimage L'intégrale 2017 » (**épuisé**)
- . « Jurimage L'intégrale 2018 » (**épuisé**)
- . « Jurimage L'intégrale 2019 » (**épuisé**)

VOIR ÉGALEMENT

- . Blog « Droit & Photographie » (<http://www.droit-et-photographie.com>).
- . « Vendre ses photos », Ed. KnowWare (5ème édition épuisée - 6ème en cours de préparation)
- . « Droit à l'image et droit de faire des images », Ed. KnowWare (3ème édition à venir en 2023)
- . Articles dans le magazine bimestriel « Compétence Photo », Ed. KnowWare depuis janvier 2010.

TABLE DES MATIÈRES

QUELQUES MOTS SUR LA COLLECTION « LES DOSSIERS DU DROIT DE LA PHOTO ».....	7
LE SUJET DE CE VOLUME	8
PEUT-ON BRÛLER EN PUBLIC LA PHOTOGRAPHIE D'UN ROI ?	9
DIFFUSION D'IMAGES PRISES DANS DES LIEUX PRIVÉS DANS LE CADRE D'UNE ACTION MILITANTE ET PLAINTES DE L'EXPLOITANT DES LIEUX	14
ACTION MILITANTE ET DROIT D'AUTEUR.....	19
DES VOLAILLES DESTINÉES À FINIR EN NUGGETS : UNE AUTRE ACTION MILITANTE	27
PROTECTION ANIMALE, SUITE - ET SOUDAIN UNE ÉCLAIRCIE ?	33
PEUT-ON DÉCROCHER LE PORTRAIT DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DANS UN BÂTIMENT OFFICIEL EN GUISE DE PROTESTATION ?	39
CONCLUSION PROVISOIRE DU DOSSIER.....	52

QUELQUES MOTS SUR LA COLLECTION « LES DOSSIERS DU DROIT DE LA PHOTO »

Dans cette collection de dossiers, je regroupe une série d'articles - anciens et récents - autour de certaines thématiques.

Il peut s'agir d'analyses détaillées de jurisprudence sur des sujets divers, ou de dossiers consacrés à un sujet précis qui ne justifierait pas un ouvrage complet. Ceux qui connaissaient mes anciens articles publiés sous l'appellation « Jurimage » ne seront pas dépayés par la forme adoptée pour la présentation. Certains articles des premiers volumes à paraître ont en outre déjà été publiés par le passé, mais chaque volume contiendra des analyses inédites s'ajoutant aux affaires déjà examinées. Dans tous les cas, il s'agira d'une photographie d'une problématique à un instant T, et la matière sera susceptible d'évoluer avec le temps. Lorsque les évolutions seront importantes, je me réserve de rééditer les volumes ultérieurement et/ou d'intégrer ces évolutions dans une publication plus complète sous forme de traité plus méthodique.

J'entends donc alimenter au fil du temps une collection à coût réduit, composée d'ouvrages minces et faciles à lire qui permettront aux créateurs ou utilisateurs d'images d'étoffer peu à peu leurs connaissances à l'aide d'éléments concrets.

Je privilégie un prix abordable pour permettre à chacun de se tenir informé dans un univers juridique en constante évolution, et où les règles ne sont pas toujours faciles à comprendre.

J'espère susciter ainsi votre intérêt.

Bonne lecture !

Joëlle Verbrugge

LE SUJET DE CE VOLUME

Les analyses qui vont suivre dans ce volume ont toutes un point commun : il s'agit d'affaires dans lesquelles une image a été créée, diffusée ou utilisée - voire détruite - pour promouvoir une idéologie, quelle qu'elle soit.

« Une image vaut 1000 mots » dit-on : certains l'ont bien compris, parfois au-delà de leurs espérances si l'on examine les conséquences judiciaires du mode d'expression choisi. C'est au prix d'affaires comme celles-là que progresse le droit et que les magistrats - nationaux ou supra-nationaux - peuvent continuer à définir les limites de ce qui est autorisé et de ce qui ne l'est pas.

Les règles juridiques mises en œuvre dans ces différentes procédures sont variées, en fonction des circonstances de chaque captation ou utilisation des images et de l'articulation des argumentations. Vous découvrirez que pour des faits presque identiques, il est possible d'aborder un conflit sous différents angles.

Parmi les affaires présentées, la première a donné lieu à un arrêt de la Cour européenne des Droits de l'Homme (CEDH), dont l'enseignement est bien sûr utilisable également devant les juges français.

Bonne lecture !

PEUT-ON BRÛLER EN PUBLIC LA PHOTOGRAPHIE D'UN ROI ?



J'analyse ici un arrêt de la Cour européenne des Droits de l'Homme en matière de liberté d'expression, lié à un acte perpétré sur la place publique. La CEDH avait pour mission de répondre à la question suivante : brûler en public la photo d'un chef d'État est-il couvert par la liberté d'expression ou peut-il, au contraire, entraîner une condamnation ? À l'heure où je prépare ce recueil, les manifestations en France se multiplient dans le cadre de la loi de réforme des retraites, et des actions identiques sont menées dans différentes villes, les manifestants brûlant des photos ou des mannequins à l'effigie de nos dirigeants français. Le sujet est donc parfaitement d'actualité.

La décision commentée est donc issue de la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme (CEDH). Pour rappel, il s'agit là d'une juridiction liée au Conseil de l'Europe, et non à l'Union (économique) européenne. La décision rendue présente un intérêt pour tous les pays membres du Conseil de l'Europe, dont la France fait bien entendu partie.

Les faits

En septembre 2007, lors d'une visite du Roi d'Espagne à Gérone, deux ressortissants espagnols ont installé une photo de grande taille du souverain, placée tête en bas, et ont ensuite brûlé la photo lors d'un rassemblement sur une place publique. Le rassemblement avait été placé sous le slogan « *300 ans de Bourbons, 100 ans de lutte contre l'occupation espagnole* ».

Ceci ne plut pas aux autorités espagnoles, et les deux ressortissants, qui avaient agi en masquant leur visage, furent arrêtés et par la suite condamnés pour le délit d'injure à la Couronne sur le fondement d'une disposition du Code pénal espagnol. Le jugement de condamnation relevait notamment que les deux intéressés avaient « *l'intention évidente de mépriser la figure de leurs majestés (le Roi et la Reine) au cours d'une manifestation dans laquelle la dynastie des Bourbons était présentée en tant que force occupante de la communauté autonome catalane* ».

Le jugement soulignait aussi que pour exprimer le rejet de la monarchie, il n'était pas indispensable de brûler l'effigie de ses représentants. Une